



## Les Israéliens ont rendu leur verdict: l'ère de Benjamin Netanyahou est révolue

Par [Jonathan Cook](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Mondialisation.ca, 19 septembre 2019

[jonathan-cook.net](http://jonathan-cook.net)

*Des semaines de marchandage politique sont à prévoir, et la Liste commune des législateurs arabes pourrait devenir l'opposition officielle.*

Pour la plupart des Israéliens, les élections générales de mardi tournaient autour d'une chose et une seule. Pas l'économie, ni l'occupation, ni même les scandales de corruption. C'était une élection sur Benjamin Netanyahou : doit-il être placé à la tête d'un autre gouvernement d'extrême droite, ou son règne de discorde qui dure depuis dix ans doit-il prendre fin ?

À moins que le compte des derniers bulletins de vote ne recèle un bouleversement de dernière minute, les Israéliens ont clairement rendu leur verdict : l'ère de Netanyahou est révolue.

Lors des élections peu concluantes d'avril, qui ont conduit à cette réélection, le Likoud de Netanyahou a obtenu le même nombre de sièges que son principal opposant du parti Bleu et Blanc, dirigé par le général à la retraite Benny Gantz. Cette fois, Gantz semble avoir pris l'avantage avec 32 sièges, contre 31 pour Netanyahou, sur les 120 que compte le Parlement. Les deux partis ont eu moins de succès qu'en avril, lorsqu'ils avaient chacun remporté 35 sièges.

Mais de manière beaucoup plus significative, Netanyahou semble ne pas avoir atteint la majorité de 61 sièges dont il a besoin pour former un autre gouvernement d'extrême droite comprenant des colons et des partis religieux.

Son échec est d'autant plus criant qu'il a mené de loin la campagne la plus laide – et la plus irresponsable – de l'histoire israélienne. Parce que les enjeux étaient énormes.

Seul un gouvernement d'extrême droite – entièrement redevable à Netanyahou – pourrait adopter une législation lui garantissant une immunité contre une procédure judiciaire qui doit commencer le mois prochain. Sans cela, il sera vraisemblablement inculpé pour fraude et abus de confiance.



Selon des informations parues dans les médias israéliens le jour du scrutin, Netanyahu était si désespéré d'éviter ce sort qu'il était à deux doigts de déclencher une guerre contre Gaza la semaine dernière pour retarder les élections.

Le Procureur Général israélien Avichai Mendelblit, officier judiciaire en chef, est intervenu pour mettre fin à l'attaque lorsqu'il a découvert que le cabinet de sécurité ne l'avait approuvée que parce que Netanyahu avait dissimulé les principales réserves émises par le commandement de l'armée.

Netanyahu a également tenté d'acheter les électeurs de droite en promettant la semaine dernière qu'il annexerait une grande partie de la Cisjordanie immédiatement après les élections – un coup d'éclat qui violait de manière flagrante les lois électorales, selon Mendelblit.

Facebook a été contraint de fermer la page de Netanyahu à deux reprises pour incitation à la haine – dans un cas après qu'il ait envoyé un message disant que « les Arabes veulent nous anéantir tous – hommes, femmes et enfants ». Ce sentiment semblait inclure les 20% de la population israélienne qui sont Palestiniens.

Netanyahu a également stigmatisé la minorité palestinienne avec d'autres mesures, notamment en suggérant constamment que les votes des Israéliens Arabes constituaient une fraude et qu'ils essayaient de « voler les élections ».

Il a même essayé d'imposer une loi autorisant ses militants du Likoud à filmer à l'intérieur des bureaux de vote arabes – comme ils l'avaient fait secrètement lors de l'élection d'avril – dans une tentative non dissimulée d'intimidation des électeurs.

Cette mesure semble s'être retournée contre lui, les Arabes Israéliens ayant voté plus massivement qu'en avril.

Le Président américain Donald Trump, quant à lui, est intervenu pour aider Netanyahu en annonçant la possibilité d'un pacte de défense exigeant que les États-Unis viennent au secours d'Israël en cas de confrontation régionale.

Rien de tout ça n'a suffi.

Pour Netanyahu, le seul espoir de survie politique – et d'éviter la prison – dépend de la magie politique pour laquelle il est célèbre.

Cela peut s'avérer un défi de taille. Pour franchir la barre des 61 sièges, il doit convaincre Avigdor Lieberman et son parti ultra-nationaliste Yisrael Beiteinu de le soutenir.

Netanyahou et Lieberman, qui est un colon, sont normalement des alliés idéologiques. Mais nous ne vivons pas des temps normaux. Netanyahou a dû réorganiser les élections après que Lieberman, sentant la faiblesse du Premier ministre, ait refusé en avril de siéger aux côtés des partis religieux au sein d'un gouvernement dirigé par Netanyahou.

Netanyahou pourrait peut-être tenter d'attirer l'inconstant Lieberman avec une offre irrésistible, par exemple en lui proposant d'occuper chacun à leur tour le poste de Premier ministre.



Mais Lieberman risque un énorme opprobre public si, après avoir soumis le pays à une nouvelle élection extrêmement impopulaire, il faisait maintenant ce qu'il avait refusé par principe de faire il y a cinq mois.

Lieberman a presque doublé le nombre de sièges de son parti avec 9 sièges, en insistant sur le fait qu'il est le champion du public israélien séculier.

Le plus important pour Lieberman, c'est qu'il se retrouve une fois de plus dans le rôle de faiseur de roi. Il est presque certain qu'il façonnera la teneur du prochain gouvernement. Et quiconque il aura sacré Premier ministre lui sera redevable.

L'impasse qui a bloqué la formation d'un gouvernement en avril est toujours valable. Israël est confronté à la possibilité d'un marchandage politique frénétique pendant plusieurs semaines et même à la possibilité d'une troisième élection.

Néanmoins, du point de vue des Palestiniens - qu'il s'agisse de ceux qui vivent sous occupation ou de ceux qui vivent en Israël en tant que citoyens de 3e classe -, le prochain gouvernement israélien sera d'extrême droite.

Sur le papier, Gantz est le mieux placé pour former un gouvernement de ce que l'on appelle grotesquement le « centre-gauche ». Mais étant donné que sa colonne vertébrale sera composée du parti Bleu et Blanc, dirigé par une foule de généraux faucons, et du parti Yisrael Beiteinu de Lieberman, il serait, dans la pratique, aussi teinté à droite que celui de Netanyahou.

Gantz a même accusé Netanyahou d'avoir volé son idée en annonçant la semaine dernière son intention d'annexer de grandes parties de la Cisjordanie.

Le problème est qu'une telle coalition dépendrait de l'appui des 13 législateurs de la Liste commune représentant la grande minorité palestinienne d'Israël. C'est quelque chose que

Lieberman a rejeté d'emblée, qualifiant cette idée d' « absurde » tôt mercredi alors que les résultats filtraient. Gantz ne semble qu'un peu plus accommodant.

La solution pourrait être un gouvernement d'union nationale comprenant une grande partie de la droite : les parti Bleu et Blanc de Gantz faisant équipe avec le Likoud et Lieberman. Gantz et Lieberman ont tous deux indiqué mercredi que c'était leur choix préféré.

La question serait alors de savoir si Netanyahou peut se frayer un chemin dans un tel gouvernement, ou si Gantz réclame son éviction comme prix de l'inclusion du Likoud.

Dans de telles circonstances, la main de Netanyahou ne serait pas forte, surtout s'il est plongé dans une bataille juridique prolongée pour corruption. Il y a déjà des rumeurs d'un soulèvement au sein du Likoud pour le destituer.

L'un des résultats intéressants d'un gouvernement d'union est qu'il pourrait provoquer une crise constitutionnelle en faisant de la Liste commune, le troisième parti en importance, l'opposition officielle. C'est la même Liste commune décrite par Netanyahou comme un « dangereux parti antisioniste ».

Ayman Odeh deviendrait le premier dirigeant de la minorité palestinienne à assister régulièrement aux réunions d'informations régulières organisées par le Premier ministre et les chefs de la sécurité.

Netanyahou restera Premier ministre par intérim pendant plusieurs semaines encore, jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement. S'il reste fidèle à lui-même, il a tout le temps de semer la zizanie.

Jonathan Cook

Article original en anglais : [Israelis have made their verdict clear: Benjamin Netanyahu's time is up](#)

Traduction : [lecridespeuples.fr](#)

\*\*\*

La source originale de cet article est [jonathan-cook.net](#)  
Copyright © [Jonathan Cook](#), [jonathan-cook.net](#), 2019

Articles Par : [Jonathan Cook](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)